

Réseau Antifasciste Genève



Cette brochure a été imprimée en novembre 2012 par le Réseau Antifasciste Genève, à l'occasion de la commémoration de la fusillade du 9 novembre 1932.



Pour ne pas laisser une **part importante de la mémoire des luttes** aux mains des partis et syndicats, toujours prompts à **recupérer l'héritage collectif** à leurs propres fins

Pour ne pas se vautrer dans une commémoration basée sur la **glorification stérile de martyrs**, mais continuer la lutte

Pour proposer un **antifascisme combattif**, sans tomber dans le piège de la collaboration de classe



Rappel des faits :
La fusillade du 9 novembre 1932



1932 – 2012 : Ni amnésie,
ni résignation, ni collaboration



Pour un antifascisme anti-autoritaire
et de classe



Qu'est-ce que le
Réseau Antifasciste Genevois ?

Rappel des faits : La fusillade du 9 novembre 1932



Dans les années 1920-1930, Genève est une ville où les luttes politiques et syndicales sont intenses. Beaucoup de journaux partisans sont vendus, notamment dans les Rues Basses, ce qui donne lieu à des combats de rue entre les différents groupes politiques. Avec la crise, la classe ouvrière s'enfonce encore davantage dans la misère. Le chômage est important, et peu de sans-emplois bénéficient d'une aide.

Comme dans les pays voisins, l'extrême-droite locale se renouvelle et l'Union Nationale¹ (UN), devient une force politique qui compte. Les manifestations et les meetings de l'UN sont encadrées par un service d'ordre en uniforme, dont tous les membres sont officiers ou soldats.

Le début des années 1930 est marqué par le scandale de la Banque de Genève, dénoncé par le Parti Socialiste. Le climat politique est tendu, la violence verbale et la confrontation physique atteignent un niveau que les socialistes et autres bureaucrates d'aujourd'hui n'ont jamais connu.

L'UN décide d'organiser pour le 9 novembre 1932 une « mise en accusation publique des sieurs Nicole et Dicker », leaders du PS genevois, à la salle communale de Plainpalais. Devant cette provocation, le parti demande l'annulation du meeting et, dans le cas où celui-ci serait maintenu, décline toute responsabilité quant à ce qui pourrait se produire. Le Conseil d'État maintient l'autorisation du meeting fasciste.

Dans le Le Travail du 8 novembre, le parti socialiste demande « à toute la classe travailleuse genevoise de participer à une manifestation le mercredi soir 9 novembre, à la salle communale de Plainpalais ».

Le 9 au matin, Frédéric Martin, chef du Département de Justice et Police du Canton de Genève, demande au Département militaire fédéral la mise à disposition, pour un service d'ordre, de l'école de recrues III/1 qui se trouve en service à Lausanne. Le Conseil fédéral accepte.

1. L'Union Nationale était un parti genevois antisémite et fascisant, né de la fusion entre l'Union de Défense Économique, proche des milieux patronaux, et de l'Ordre Politique National, déjà dirigée par Georges Oltramare.

Qu'est-ce que le RAGE ? (Réseau Antifasciste Genève)



Le Réseau Antifasciste GENève sert à promouvoir l'information, les méthodes pratiques de la lutte anti-autoritaire, contre les idéologies oppressives et les groupes réactionnaires. En particulier contre les néo-nazis et l'extrême-droite radicale.

Le RAGE est ouvert à tous celles et ceux qui veulent prendre part active contre les idées racistes, xénophobes, homophobes et sexistes.

Le RAGE ne combat pas seulement les fascistes mais aussi le système qui raffe les sans papiers, qui contrôle nos vies, détruit la nature et crée des inégalités sociales et économiques de plus en plus profondes. C'est ce même système qui s'amuse à nous monter les uns contre les autres et à nous diviser: le nationalisme, l'esprit de concurrence, le racisme, le sexisme et autres préjugés. C'est ce même système hypocrite qui fait recours aux fascistes pour rétablir "l'ordre" lorsque le peuple prend en main son destin de manière révolutionnaire; le passé nous le prouve: Franco, Mussolini, Hitler, Pinochet. Tous ces régimes fascistes ont été à chaque fois lâchés par la bourgeoisie et les sois disant "états démocratiques" comme ultime arme contre la révolution.

Le RAGE combat pour un antifascisme révolutionnaire: l'antifascisme est une lutte qui se mène sur deux fronts : contre les mouvements d'extrême droite et néofascistes, mais aussi contre l'Etat qui, même s'il n'est pas fasciste, ne s'est jamais privé d'instrumentaliser le fascisme ou d'emprunter ses techniques pour assurer la stabilité de l'ordre social. Sarkosy, Vladimir Poutine, Berlusconi en sont des bons exemples.

Le RAGE ne coopère pas avec l'Etat, les autorités, les partis politiques et les unités de la répression. Nous coopérons par contre avec les groupes et les individus qui ont des activités qui ne vont pas contre nos principes et nos objectifs.

Le RAGE est une plateforme d'antifascistes radicaux, organisée en groupes locaux et autonomes. Les groupes sont naturellement basés sur l'égalité et sans chefs.

Le RAGE se manifeste lors de concerts de soutien, projections, débats, rassemblements et manifestations ayant pour but de sensibiliser à la lutte contre toutes formes d'oppression.

RAGE – Réseau Antifasciste Genève

www.rage.noblogs.org

Mail: rage@cryptolab.net

Facebook : www.facebook.com/ReseauAntifascisteGeneve

Twitter : <http://twitter.com/RseauA>

reconnaissons dans l'idéologie fasciste, nationaliste ou identitaire une des facettes du capitalisme, une excuse toute faite à recracher en temps de crise pour nous manipuler. C'est pour cela qu'il est pour nous inconcevable de nous allier ou de faire front avec la « gauche », qui fait de la paix sociale et de la collaboration de classe sa raison d'être et qui, par conséquent, est aussi notre ennemie.

☞ De l'antifascisme en tant que lutte anti-autoritaire ☞

Le fascisme est le symbole de l'autoritarisme et de la domination, il est donc historiquement et idéologiquement ce qui est le plus opposé à notre sensibilité. Pendant les régimes fascistes, on enseignait dans les écoles à « obéir par ce qu'il faut obéir ». La lutte antifasciste est un combat pour une éducation critique, libre et émancipatrice.

Pour le fascisme, la femme n'était rien d'autre qu'une usine à enfants soumise à l'homme et toute sexualité déviante était punie. La lutte antifasciste est un combat pour exploser le patriarcat et les catégories de genre afin de pouvoir vivre nos rapports comme il nous plaît.

Pour le fascisme, les gens étaient leur race, et certaines races méritaient d'être déportées dans des camps. La lutte antifasciste est un combat contre toutes les frontières et contre les nouveaux camps où l'on concentre les sans-papiers pour les déporter loin de nous.

Sous le fascisme la liberté est violée par un Etat répressif qui prétend avoir la légitimité de contrôler et uniformiser tout individu ou collectivité. La lutte antifasciste est un combat contre les technologies de contrôle, contre la répression des mouvements sociaux et la criminalisation des groupes qui ne veulent pas se plier au monde de l'Argent et de la Police.

Au final, pour nous, la lutte antifasciste est un combat pour être libre. Aucune entente n'est donc possible avec les partis politiques qui, sans exclusion, fondent leur existence même sur la défense du statu quo démocratique. Une démocratie faite de privilèges pour celles d'en haut et de misère pour celles d'en bas.

Réseau Antifasciste Genève, 2011



On informe les soldats que « la Révolution a éclaté » à Genève. Quatre d'entre eux refusent d'obéir et sont immédiatement mis aux arrêts. Sous le commandement du colonel Lederrey, le reste de la troupe (30 officiers, 576 sous-officiers et soldats), arrive à Genève dans l'après-midi.

Dès 17h, la police entoure la salle communale avec des barrages. Les socialistes veulent y entrer en masse pour demander un débat contradictoire et chahuter si ça ne fonctionne pas. Mais ça ne marche pas, les barrages retiennent dehors tous les manifestantEs. La masse grossit : socialistes, communistes et anarchistes organisent la contre-manifestation antifasciste.

Vers 20h30, la foule charge un barrage et la police fait reculer les manifestants à coups de plat de sabre. Frédéric Martin se trouve alors au poste de police de la rue de Carouge et ordonne d'appeler l'armée.

A 21h15, une première colonne de soldats quitte la caserne du boulevard Carl-Vogt et se dirige vers le boulevard du Pont-d'Arve et la rue de Carouge.

Sur le chemin pour rejoindre les barrages de la rue de Carouge, les soldats se retrouvent isolés et la foule les accueille à coups d'injures et de crachats pour les uns, les autres sont désarmés et leurs fusils cassés sur le trottoir. Les manifestants les appellent à se mutiner et leur lieutenant,

Burnat, se reçoit quelques bonnes gifles dans la gueule. Les soldats essuient des jets des cailloux.

Le major Perret appelle immédiatement des renforts. Le lieutenant Burnat fait signe à ses hommes de se replier et demande l'autorisation de tirer au major Perret, qui lui ordonne d'attendre. Burnat réitère sa demande et, après un moment, Perret donne l'ordre.

A 21h34, la soldatesque tire sur la foule après avoir fait une sommation dont personne ne comprit le signal. On compte dix morts et soixante-cinq blessés dont trois mourront dans les jours suivants.

Le lendemain, le socialiste Léon Nicole est arrêté et l'anarchiste Lucien Tronchet est recherché. Pour la droite, la responsabilité incombe à ce premier et à son parti, qui ont perturbé l'ordre public.

Dix-huit militants et responsables des partis de gauche sont inculpés. Sept sont condamnés jusqu'à 6 mois de prison. Le conseiller d'État Frédéric Martin et les officiers qui ont donné l'ordre de tirer n'ont jamais été inquiétés.

Les syndicats genevois votent la grève le 11 novembre, à partir du 12 pour une durée de 24 heures. Le parti communiste genevois appelle, lui, à une grève politique de masse, mais l'Union syndicale suisse boycotte l'appel. L'Union des syndicats du canton de Genève donne l'ordre de ne pas manifester dans la rue. Genève se trouve en état de siège, des mitraillettes sont installées à certains croisements. Le code pénal militaire est élargi aux civils hostiles. Toutes les manifestations sont interdites et le nombre de soldats déployés atteint 4'000 le samedi 12. Le commandement de la troupe est placé sous direction des autorités fédérales.

A Berne, à Zurich et à Lausanne, des manifestation de soutien ont lieu. Partout en suisse les flics et l'Etat sont sur leurs dents.

Des milliers de personnes assistent aux funérailles de victimes.

☞ De la lutte de classe dans le combat anti-fasciste ☞

Les fascistes ne sont rien d'autre que des chiens à la laisse de la bourgeoisie. Depuis toujours et, sans doute, jusqu'à jamais. Historiquement, le fascisme naît en Italie après la première guerre mondiale, afin de soutenir les réactionnaires de tout poil qui sentaient approcher la fin de leurs privilèges à cause des fréquents soulèvements des masses. Littéralement à solde des grands propriétaires terriens et des patrons de l'industrie italienne naissante, les "squadacce" des fascistes s'occupaient d'intimider les grévistes et les occupantes de terrains, notamment pendant le "biennio rosso" – une période de lutte et d'autonomie très intense pour une grande partie du prolétariat urbain et agricole. Avant comme maintenant, ils courbent l'échine devant les puissants et s'acharnent sur les plus faibles.

"Le Fascisme devrait plutôt être appelé Corporatisme, puisqu'il s'agit en fait de l'intégration des pouvoirs de l'état et des pouvoirs du marché." (Benito Mussolini 1883-1945, dirigeant fasciste de l'Italie de 1922 à 1943)

Aujourd'hui nos fascistes locaux continuent de prôner cette détestable collaboration de classe : mieux vaut un exploiteur, pourvu qu'il soit Suisse, plutôt qu'un travailleur immigré qui subit la même exploitation que nous au quotidien. Au capitalisme néolibéral et mondialisé, ils opposent un capitalisme corporatiste et national. Ce n'est pas pour rien que les nazis de Genève, au lieu de s'attaquer aux patrons, aux proprios, aux traders et aux autres saloperies du Capital, préfèrent s'acharner sur les débrouillardEs et les joueurs de bonneteau, au nom de la « sécurité ». La tentative de se cacher derrière l'ethnodifférentialisme ("on n'est pas contre les nègres tant qu'ils restent chez eux") est grotesque et ne sert qu'à déguiser une idéologie intrinsèquement raciste. Après avoir pillé l'Afrique avec les grandes puissances capitalistes occidentales, les fascistes prétendent savoir ce qui est mieux pour celles et ceux qui ont payé si cher cette domination coloniale, décrétant qu'en fin de compte tout le monde devrait rester « chez soi » et se lavant les mains de l'Histoire – or, colonisation, pillage et immigration sont ici intrinsèquement liés.

Cette dimension de classe a toujours été la base du combat antifasciste. Nous ne sommes pas antifascistes parce que nous haïssons l'idée de nation et de racisme, nous sommes antifascistes car nous

Pour un antifascisme anti-autoritaire et de classe



*“L'allumette est dans ma main
et vos petites nations ne sont que du papier”
Nizâr Qabbâni*

Ce texte propose de contribuer à une discussion critique autour de l'antifascisme, entre autre suite à une explosion d'agressions et d'initiatives de l'extrême droite à Genève et en Romandie. Il n'est pas anodin que la montée de ce genre de discours progresse avec la crise. Les conséquents bouleversements qui nous attendent ces prochaines années non seulement intensifient la “possibilité de l'insurrection” mais aussi la marge de manœuvre politique de groupuscules qui misent sur le populisme et le repli identitaire. Si la nécessité de combattre cette forme de domination paraît assez évidente, il nous semble vital de s'interroger sur le sens que nous voulons donner à cette lutte pour éviter de la réduire à une simple confrontation viriliste entre deux extrêmes prétendument opposés.

Pour nous l'antifascisme relève d'une question de dignité et de culture. Une question de dignité car les régimes fascistes devraient rester relégués dans la poubelle de l'histoire. Nous avons déjà vécu, et vivons parfois encore, les horreurs des lois raciales, de l'Etat totalitaire, des tortures des prisonnières politiques, de l'ignorance et de l'obéissance. Il est obscène qu'aujourd'hui les fascistes puissent tenter de maquiller leurs idées et de proposer à nouveau, sous des traits plus modernes, la même idéologie de haine et de soumission.

Une question de culture car les groupuscules fascistes qui commencent à se promener dans nos quartiers ne sont que la pointe d'un iceberg et trouvent leur légitimation dans une société qui, bien plus dangereusement et profondément, glisse vers le racisme institutionnel, la normalisation de la répression, la criminalisation des couches populaires et le contrôle social. Et c'est une tendance qui ne peut être contrée que par la culture et le développement d'une réflexion critique sur qui sont les vrais responsables de nos misères et qui sont celles et ceux qui les subissent autant que nous.

1932 – 2012 Ni amnésie, ni résignation, ni collaboration



Aujourd'hui, le mémorial du 9 novembre 1932 est institutionnalisé comme un rendez-vous annuel de la gauche parlementaire, qui y voit une occasion de plus de tenir une tribune politique. Vieux trotskistes comme socialistes gauche-caviar, tous s'y succèdent pour dénoncer les atrocités de cette mise à mort de leurs camarades et verser une larme qui ne peut que faire bon effet dans leurs campagnes pour les élections. La gauche les glorifie une fois par année, pour le côté « romantisme révolutionnaire ». Ces mêmes politiciens qui tiennent le crachoir à côté de la Pierre, que diraient-ils aujourd'hui d'antifascistes prêts à se montrer violents pour perturber un meeting d'extrême-droite ?

Quand il s'agit de récupérer les mouvements révolutionnaires passés, on n'en est jamais à une contradiction près. Car le passé en tant que tel n'a aucun potentiel subversif dans la mesure où il peut être récupéré comme bon leur semble. Les fusillés du 9 novembre 1932 étaient plus radicaux, plus *violents* (pour reprendre le champs lexical de la gauche actuelle) ? Il n'y a qu'à prétendre que c'était un autre contexte, moins démocratique, et que maintenant la seule lutte envisageable se fait à coups de référendums et de votations. Il n'y a qu'à créer un argumentaire victimaire avec pour slogan « plus jamais ça », sans évoquer ni la lutte, ni les idées, ni les pratiques des camarades du début du siècle passé. L'important, pour les partisans de la pacification sociale, c'est qu'ils soient des martyrs, pas des activistes... A Paris, n'a-t-on pas même des rues Auguste Blanqui, Louise Michel, Commune de Paris, alors qu'il s'agissait de révolutionnaires appelant ouvertement à prendre les armes contre l'Etat et la bourgeoisie ?

Nous refusons de faire de ce rouage de la mémoire collective une kermesse dépolitisée dont le seul intérêt est de boire du vin chaud en mangeant des saucisses. Nous voulons lui rendre son caractère subversif. Sans bien sûr prétendre que le contexte politique et socioéconomique n'a pas changé depuis les années trente, nous constatons qu'aujourd'hui, les raisons de se battre ne manquent pas. Et si nous sortons dans la rue en ce

soir de novembre, c'est moins pour pleurer sur des camarades fusillés que pour reprendre leur flambeau et nous attaquer à ce système qui nous oppresse.

☞ Contre le fascisme institutionnel et le racisme ☞

Contre un fascisme latent mais bien réel, qui se traduit par une dérive de la société toute entière vers dans un délire ultra-sécuritaire, une surveillance accrue de la population (biométrie, ADN, vidéosurveillance) et une obsession du maintien de l'ordre (par exemple le récent durcissement du droit de manifester à Genève). Face aux inquiétudes suscitées par la crise, des idées nauséabondes d'en revenir à un *ordre traditionnel* ressurgissent, avec tout ce qu'elles ont de plus fascisant : homophobie, sexisme, normes sociales rigides d'où rien ne doit dépasser, nationalisme...

Parallèlement, on assiste à une aggravation de la situation des migrants à tous les niveaux : durcissement répétés de lois sur l'asile, restrictions du droit de travailler pour les étudiants étrangers, projets de construction de nouveaux centres de rétentions administratifs, islamophobie, xénophobie de plus en plus décomplexée des politiciens... Le racisme n'est pas l'apanage des paysans de Suisse profonde, comme on en voit trop souvent la caricature ; il est institutionnel.

Si la réponse des politiques à la crise actuelle (et la gauche y contribue avec enthousiasme) est de l'ordre des restrictions de nos libertés et de l'instauration d'une ambiance malsaine entre suisses et non-suisses, c'est qu'on est en fin de compte pas si éloignés des années 30 que ce que l'on voudrait nous faire croire.

☞ Contre un Etat qui tue, hier comme aujourd'hui ☞

Aujourd'hui encore, l'Etat tue, en Suisse comme ailleurs. Par les balles de la police. On se souviendra de Carlo Giuliani, abattu par une balle durant l'anti G8 à Gênes en 2001, ou d'Alexis Grigoropoulos, assassiné de la même manière par un flic grec en 2008. En Suisse, en 2010, c'est le jeune Umüt qui sera exécuté au fusil mitrailleur par les flics après une course-poursuite sur l'autoroute, parce qu'il avait volé une voiture. Combien de migrants sont morts durant leurs déportations forcées par des « vols spéciaux » ? Combien de morts dans les prisons Suisses ? Une pensée pour Skander Vogt qui, en 2010, mettra feu à son matelas pour protester

contre ses conditions de détention à la prison de Bochuz (VD) et que les matons et les flics laisseront crever d'asphyxie en rigolant.

Tous ces meurtres sont imputables à l'Etat. Peut-être moins spectaculaires, moins romantiques, moins aptes à figurer sur les feuilles de chou des trotskistes, c'est certain. Mais pas moins graves. Et surtout, ces exécutions n'ont pas eu lieu il y a 80 ans. En 1932, des recrues tiraient sur une foule de manifestants. En 2012, l'Etat n'a pas besoin de l'armée pour se salir les mains. Enfin, ceux qui n'ont pas la mémoire trop courte se rappelleront de la découverte en 1990 d'une armée secrète « P-26 », destinée à éliminer des ennemis intérieurs, en cas de révolte sociale risquant de mener la suisse au socialisme. Ennemis intérieurs dont la liste était déjà établie...

Il est peut-être temps de se rendre compte qu'on a l'air un peu stupides, avec notre « plus jamais ça ». Hier comme aujourd'hui, l'Etat n'a pas d'autre but que de garantir le maintien du système capitaliste et des privilèges de la classe dominante, et ce à plus ou moins n'importe quel prix.

La mémoire est un rouage important des luttes, à condition de ne pas considérer le passé comme une image figée propre aux fantasmes stériles et à la récupération, mais comme un héritage à prendre en considération et à perpétuer. Syndicalistes et bureaucrates politiques, au lieu de paniquer à l'idée que d'hypothétiques *éléments perturbateurs* ne se joignent à leur chère manifestation annuelle, feraient mieux de s'inquiéter de la démence de cette société dont ils participent à la gestion.

Ceux qui pensent encore que la démocratie suisse nous fournit des armes adaptées pour notre émancipation se trouvent du mauvais côté de la barricade. La gauche voudrait nous voir rentrer dans le moule de la bien-pensance citoyenne (« ne vous révoltez pas, votez ! ») pour maintenir la paix sociale et étouffer tout espoir de voir ce monde changer, assurant au capitalisme un avenir radieux.

Mais nous sommes irrécupérables.

La rage au coeur, la lutte continue !

Réseau Antifasciste Genève

Novembre 2012